

Questions orales

Des voix: C'est honteux!

M. Yewchuk: Le ministre peut-il nous citer des chiffres prouvant que les vaccins importés de l'étranger coûtent moins cher?

[Français]

M. Lalonde: Il est évident que si l'honorable député n'a pas pu même comprendre la première partie de ma réponse, je ne crois pas qu'il puisse comprendre la deuxième partie.

* * *

LES FINANCES**ON PROPOSE DE DISCUTER AVEC LES PROVINCES LES PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS**

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable Ministres des Finances.

Me référant à la dernière conférence fédérale-provinciale des ministres des Finances, compte tenu du fait que des propositions relatives à des arrangements fiscaux pourraient sembler intéressantes pour les provinces, et étant donné que les futures propositions se rapportant à des programmes à frais partagés pourraient faire disparaître ces avantages, rapidement, le ministre, dans les circonstances, serait-il disposé à répondre dans l'affirmative à la proposition de son homologue québécois, qui voudrait que ces discussions comportent à l'avenir une proposition globale, savoir et les arrangements fiscaux et les frais partagés, afin de faire au moins savoir aux provinces ce que le gouvernement vise exactement?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je suis en faveur d'une discussion au sujet de cette question de la politique relative à la péréquation et aux programmes des frais partagés. Cependant, je dois signaler le fait que ce sont les premiers ministres des provinces eux-mêmes qui ont proposé une division des deux sujets, une discussion des programmes relatifs aux frais partagés avec les premiers ministres, et une discussion d'autres questions des arrangements fiscaux par les ministres des Finances. Je suis tout à fait prêt à entamer une discussion conjointe sur ces questions.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**CORÉE DU SUD—L'ACHAT DE MOTEURS-FUSÉES À PROPERGOL SOLIDE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT CANADIEN**

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, ma question, qui s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, concerne le projet de vente d'un réacteur CANDU et de fourniture d'assistance nucléaire à la Corée du Sud. Le ministre peut-il nous dire si le gouvernement est au courant que, à la demande de ce pays, Lockheed Corporation lui a vendu son outillage de fabrication des moteurs-fusées à propergol solide, et si le gouvernement canadien a été consulté au sujet de cette vente?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur.

M. MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, comme le propergol solide n'a pratiquement que deux applications, qui sont les missiles offensifs ou défensifs et les fusées de

[M. Yewchuk.]

lancement de satellites dans l'espace, et qu'on peut difficilement penser à un programme spatial dans le cas de la Corée du Sud, est-ce que le ministre s'est renseigné auprès du secrétariat d'État américain sur les circonstances de cette vente? Est-ce que, notamment, il est au courant de la protestation lancée cette semaine par 119 congressistes et sénateurs américains contre la violation croissante des droits de l'homme en Corée du Sud et le caractère oppressif du régime Park? Pense-t-il que les accords passés avec ce pays vont résister à l'épreuve du temps, et éviter les suites que nous avons eues avec l'Inde?

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, voilà une très vaste question. Je pensais que le député était poussé à intervenir par l'affaire Lockheed. Sa question supplémentaire montre qu'il s'intéresse aussi à diverses choses, comme le danger de prolifération nucléaire. Je me souviens effectivement qu'il a déjà été question de l'affaire des fusées. A l'époque, nous en avions conclu qu'il n'y avait aucun danger particulier lié à la possibilité de cette vente ou à son intégration dans des installations militaires de la République de Corée. Je serais disposé à me rafraîchir la mémoire sur cette transaction. Le député se souviendra que la République de Corée avait renoncé à l'intention qu'elle avait exprimée précédemment, qui était d'acquiescer une installation de retraitement de combustible; dans celle-ci, elle ne pouvait créer un cycle du combustible nucléaire ni se lancer dans un programme d'armements ou d'explosifs.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR**LA POSSIBILITÉ DE TROC DE TEXTILES CONTRE LE RÉACTEUR NUCLÉAIRE COMMANDÉ PAR LA CORÉE DU SUD**

M. Bill Kempling (Halton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Industrie et du Commerce pourrait-il confirmer ou démentir la déclaration contenue dans un rapport ordonné par l'Agence américaine de développement des ressources de l'énergie, selon laquelle une partie importante du paiement que le gouvernement sud-coréen devra au Canada pour son achat du réacteur CANDU sera réglée sous forme de textiles?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'ai déjà répondu à cette question et je crois que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources l'a fait également. Je n'ai pas eu connaissance du document auquel le député fait allusion, mais je serais heureux de le consulter. A ma connaissance, il n'y a aucun engagement ou aucun arrangement concernant l'importation de textiles de Corée du Sud.

* * *

LE CABINET**LA LOI SUR LES TRAITEMENTS ET LA QUESTION DE LA NOMINATION D'UN NOUVEAU MINISTRE DE LA CONSOMMATION ET DES CORPORATIONS**

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, comme aucun nouveau ministre de la Consommation et des Corporations n'a encore été nommé, comment le président du Conseil privé se propose-t-il de résoudre les questions pouvant découler des dispositions de la loi sur les traitements?